

Elections européennes du 25 mai 2014

LA PAROLE AUX CANDIDATS

En cette année électorale cruciale, Confrontations Europe a lancé un « *Appel aux Européens de bonne volonté pour un contrat de reconstruction* » signé par de nombreuses personnalités européennes⁽¹⁾.

L'Appel propose que les futurs élus et représentants des institutions soient désignés après une campagne paneuropéenne digne de ce nom sur la base d'un mandat clair. Les réactions de quatre candidats français.

Dans cette rubrique :

Le 25 mai prochain, les électeurs français seront appelés aux urnes pour élire leurs députés européens et choisir qui sera le futur « Monsieur Europe », c'est-à-dire le futur président de la Commission européenne. Dans un contexte marqué tant par l'euroscpticisme que par le désintérêt croissant des Français pour la politique, nous avons voulu donner la parole à quatre leaders des quatre plus grands partis du Parlement européen pour leur permettre d'exposer leurs vues sur l'Europe. Commissaire français sortant, Michel Barnier expose dans son livre quelle est sa vision pragmatique et porteuse d'espoir de l'avenir de l'Union. Loin de n'avoir rien fait pendant cinq ans, le Parlement européen a été moteur dans un certain nombre de dossiers au cours de cette mandature, nous rappelle Alejo Vidal-Quadras. Autant de raisons qui nous encouragent à nous rendre aux urnes !

Carole Ulmer

© European Union 2011 PE-EP

Comment hiérarchisez-vous les principaux défis qui se posent à l'Union pour les cinq années à venir ?

José Bové (Europe Écologie – Les Verts) : La mère de toutes les batailles, c'est le contrôle par les Européens des politiques qui sont définies en leur nom et s'appliquent à eux. La Commission et les États membres doivent être forcés d'assumer leurs responsabilités quand ils décrètent l'austérité en Europe, quand ils s'alignent sur les lobbies des grands groupes privés ou qu'ils décident de diluer nos normes sociales et environnementales dans le traité de libre-échange avec les États-Unis. Pas d'Europe sans démocratie.

Alain Lamassoure (UMP) : Le défi est simple à énoncer : l'Europe doit enfin épouser son siècle. Les quinze années passées ont été consacrées à l'adoption d'un nouveau traité, à l'élargissement à l'Est et à la maîtrise de l'incendie des marchés financiers. Les deux premiers problèmes sont réglés, l'union bancaire parachève l'union monétaire. Malheureusement, pendant que nous réglions ces problèmes internes, le reste du monde ne nous a pas attendus. Il faut rattraper le temps perdu en termes de croissance, de compétitivité et aussi de méthode d'action en commun. L'esprit communautaire a beaucoup souffert de ces crises.

¹⁾ Lire en p.42 et sur www.confrontations.org



Alain Lamassoure
conduit la liste
de l'UMP dans
la circonscription
Île-de-France

Les élections de 2014 font franchir un saut démocratique spectaculaire. L'Union aura un « M. Europe », fort de la légitimité du vote des 500 millions de citoyens

Marielle de Sarnez (UDI-Modem, Les Européens) : Dans le monde qui vient, l'union fera la force. Une Europe forte est donc la seule réponse possible si nous voulons sauvegarder notre modèle de société et préserver nos valeurs. Une Europe forte, c'est une Europe recentrée sur l'essentiel, décidée à créer sa propre croissance, et à mettre un terme à ses disparités fiscales et sociales. Une Europe forte, c'est une Europe qui parle d'une seule voix, et se fait respecter dans le monde. Une Europe forte, c'est enfin une Europe démocratique, qui permettra aux citoyens de prendre le contrôle de leur destin.

Catherine Trautmann (Parti Socialiste) : L'urgence est avant tout sociale. Il faut retrouver le chemin de la croissance et de l'emploi en Europe. Cela passe par des politiques et des programmes dédiés (salaire minimum, garantie jeunesse...), mais plus largement par un changement de cap dans ce que nous entreprenons sur les grands dossiers structurants, en matière de réseaux ou de réindustrialisation. Et puis n'oublions pas que nous avons une clause de révision sur le cadre financier pluriannuel, assortie d'un débat en cours sur les ressources propres, pour véritablement nous donner les moyens de ces ambitions. Lesquelles s'appuieront nécessairement sur une TTF, que nous souhaitons mise en place rapidement.

La période de crise a été dominée par le débat austérité/croissance ; beaucoup de choses ont été accomplies depuis 2008, mais

nous ne sommes pas encore sortis de la crise. Quelles politiques communes devons-nous mettre en place ou renforcer au niveau européen pour rénover notre modèle social et de développement ?

J. B. : L'Europe est la première puissance économique de la planète. Elle est parvenue à cette position en garantissant des droits à ses citoyens. Ce n'est donc pas en détruisant son modèle social qu'elle garantira un avenir aux Européens. La concurrence entre États l'a détruit progressivement. Il faut accélérer la convergence des prélèvements sur les entreprises, et en particulier sur les multinationales pour que celles-ci contribuent à la hauteur de leurs profits au maintien des services publics dont elles sont les bénéficiaires.

A. L. : Mieux vivre ensemble. Maximiser la croissance de notre économie commune suppose que chacun des 28 pays se dote d'un modèle de croissance soutenable, et que les 28 partitions jouent en harmonie : les organes, les procédures, les fonds créés sous la pression de la crise doivent passer du mode SAMU au mode entraînement de fond d'un champion olympique : vive l'innovation, l'industrie et l'investissement à long terme ! En même temps, les nouvelles entorses à l'égalité des conditions de concurrence et à la justice sociale doivent être éradiquées : cela passe par l'harmonisation des bases fiscales de l'imposition des bénéficiaires, par l'imposition des multinationales proportionnellement à leur activité dans chaque État membre,

par la stricte application des lois sur le détachement des travailleurs.

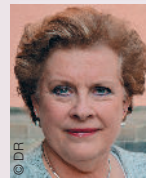
M. de S. : La première urgence, c'est de parvenir, dans les cinq prochaines années, à une harmonisation de nos systèmes fiscaux et sociaux. L'UE, et en particulier la zone euro, ne peut plus accepter d'être un lieu ouvert à tous les dumpings. Il nous faut donc mettre en œuvre une politique commune fiscale et sociale. Ce sera notre première priorité. Nous pourrions aussi mettre en place un certain nombre de politiques communes qui nous permettraient de mutualiser nos forces pour soutenir la croissance et l'emploi. Il faudra une politique industrielle, une politique de la recherche et de l'innovation, une politique de l'énergie, ou encore une politique des grandes infrastructures.

devons avoir des objectifs contraignants en termes d'emploi et de cohésion sociale, qui soient de même portée. Enfin, sur l'énergie et le climat nous devons largement repenser la façon de réconcilier une approche européenne qui a souffert de ne s'attacher qu'au « marché intérieur », et des stratégies nationales que l'on pourrait qualifier de « non-coopératives » alors que plus que jamais notre continent doit faire bloc.

Face au chômage de masse, la préoccupation première de nos concitoyens est l'emploi. Philippe Herzog propose de fixer pour priorité à l'Union « un plein emploi des capacités humaines ». Qu'en pensez-vous ?

J. B. : Avec des industries de pointe dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, sauver le climat, c'est créer des emplois. Les Européens épargnent une partie

En parallèle des mécanismes de stabilité budgétaire et de convergence, nous devons avoir des objectifs contraignants en termes d'emploi et de cohésion sociale



Catherine Trautmann
est 2^e sur la liste
du Parti Socialiste-
PRG dans la
circonscription
de l'Est

C. T. : De grands pas ont été accomplis (par exemple sur l'union bancaire) pour nous prémunir ensemble contre des crises similaires. Il me semble qu'en parallèle des mécanismes de stabilité budgétaire et de convergence, nous

importante de ce qu'ils gagnent. Cet argent doit être mobilisé pour développer les industries du futur et sortir d'une économie carbonée qui n'est plus viable. L'UE peut en outre se doter d'un budget plus important, basé sur des ressources directes, comme la Taxe Tobin, pour mettre sur pieds des programmes de relance. 7 millions d'emplois vont disparaître dans l'agriculture dans les dix prochaines années. Des mesures d'urgence doivent également être prises pour

La parole aux candidats (suite)

» stopper cette hémorragie. Enfin, l'UE doit inciter les banques pour qu'elles financent l'économie réelle et en particulier les PME au lieu de se lancer dans des stratégies spéculatives hasardeuses.

A. L. : Attention ! Il ne faut pas laisser croire que le plein emploi dépend des politiques européennes ! Avec la même réglementation communautaire et la même monnaie, l'Autriche est au plein emploi et l'Espagne a plus de 20 % de chômeurs. Le plein emploi des capacités humaines est l'objectif moralement le plus noble et économiquement le plus efficace. Mais cela dépend d'abord de chaque État. Là où l'Europe peut aider le plus, c'est en montrant ceux des modèles nationaux d'éducation initiale, de seconde chance et de formation et d'emploi tout au long de la vie, qui réussissent le mieux : la comparaison. Curieusement, ni les fédéralistes, ni les souverainistes ne s'y intéressent vraiment.

M. de S. : Philippe Herzog est un Européen déterminé qui défend le modèle social européen. Il a raison. L'Europe doit rendre la vie plus simple aux acteurs économiques, leur garantir de la stabilité sur le long terme, et user de tout son poids pour défendre les intérêts des Européens à l'international. L'Europe doit aussi innover. C'est pourquoi nous proposons de créer un contrat de travail européen, ainsi qu'un contrat européen d'apprentissage.

C. T. : Une politique qui prenne le chômage « en tenaille », avec d'un côté la dimension « top-down » des grands programmes européens, dont nous devons nous assurer qu'ils soient bien dotés et efficaces ; et de l'autre une approche « bottom-up » qui favo-

rise la relance par les territoires, par exemple la facilitation et la systématisation d'une approche commune sur les bassins d'emploi transfrontaliers.

Dans cette période troublée par la recherche incessante de boucs-émissaires, les institutions communautaires sont fortement remises en question. Comment les démocratiser ?

J. B. : Nous sommes contre l'accord de libre-échange avec les États-Unis qui offre aux multinationales la possibilité d'attaquer des mesures sociales ou environnementales qui vont à l'encontre de



... L'épargne des Européens doit être mobilisée pour développer les industries du futur et sortir d'une économie carbonée

leurs intérêts. D'autres partis sont pour. Au cours de cette mandature, les socialistes, la droite et les libéraux ont accepté une baisse du budget européen. Nous ne sommes pas d'accord avec eux. Les mesures imposées par la troïka sont dangereuses, elles ont été prises sans contrôle démocratique. Cela doit cesser. Ce sont sur des questions de ce type que les Européens doivent se positionner. Le futur président de la Commission, désigné par le Parlement européen, devra respecter leur volonté de changement. Les citoyens verront que leur bulletin de vote à un impact sur les politiques européennes.

A. L. : Si les Français sont aujourd'hui si mécontents de l'Europe, la crise n'explique pas tout. Ils ne

comprennent pas comment les décisions se prennent, et ils ont le sentiment de n'y avoir aucune prise. Ils ont raison. Mais justement, les élections de 2014 font franchir un saut démocratique spectaculaire : non seulement les citoyens éliront un Parlement enfin pleinement doté du pouvoir législatif, mais, à travers le Parlement, ce sont eux qui vont aussi choisir le futur président de la Commission. L'Union aura un « M. Europe », fort de la légitimité du vote des 500 millions de citoyens. Finies les accusations contre la « bureaucratie irresponsable et anonyme ».

M. de S. : Je plaide pour un sursaut démocratique. L'architecture actuelle est illisible. Elle renforce le soupçon et prive l'Europe d'un débat transparent sur son projet. C'est pourquoi nous proposons

qu'à terme les citoyens de l'UE puissent choisir directement leur Président.

C. T. : Nous souhaitons également « démocratiser » le Semestre européen, en y impliquant davantage le Parlement européen et les parlements nationaux. Et j'espère que le lien plus direct qui doit se tisser entre les citoyens européens et le président de la Commission, puisqu'ils le choisiront au travers de l'élection des député(e)s européen(e)s, contribuera à rendre aux citoyens l'assurance qu'ils peuvent véritablement orienter l'Europe.

Le Royaume-Uni envisage de se prononcer sur son appartenance à l'UE par référendum d'ici 2017. Les citoyens prennent conscience

des interdépendances au sein de l'Union ; les enjeux relatifs au partage d'une monnaie unique font émerger des besoins propres pour la zone euro. Comment pensez-vous que nous devrions bâtir l'Union politique dans ce contexte ?

J. B. : L'UE est construite de telle manière qu'un de ses membres peut choisir de la quitter. Le débat est vif au Royaume-Uni. Si le référendum débouche sur un départ d'un État membre, nous devons l'accepter. La porte restera ouverte. De leur côté, d'autres pays comme la Lettonie et l'Estonie ont choisi la carte d'une plus grande intégration en rejoignant la zone euro, car ils ont compris avec la crise financière qu'ils étaient ainsi mieux protégés des attaques spéculatives.

A. L. : Nous ne pourrions éviter, non une géométrie, mais une géographie variable. La zone euro a besoin de règles propres. L'Europe de la défense ne se bâtira pas forcément avec les mêmes États pionniers. Mais il est capital de ne pas créer d'institutions nouvelles : l'ensemble serait impossible à maîtriser pour les dirigeants, et impossible à contrôler par les citoyens.

M. de S. : Je souhaite que le Royaume-Uni conserve toute sa place au sein de l'UE. Mais, il est évident que les pays qui ont en partage une même monnaie devront aller vers davantage d'intégration en matière économique et sociale. C'est pourquoi, je suis favorable à une gouvernance politique de la zone euro, dans laquelle les Parlements, nationaux et européens, prendront toute leur part. La zone euro deviendra ainsi le noyau dur et central de l'Union européenne.

C. T. : Nous devons construire cette Union comme une opportunité plus que comme un boulet. En réalité les citoyens en sont souvent plus conscients que certains politiques « nationaux » qui ont la défausse facile. Une Union politique exclusivement perçue comme un scénario « par défaut » serait mortifère. Le salut passe donc forcément par un réengagement des citoyens pour réveiller l'Europe. C'est cette Europe-là, citoyenne qui peut à la fois exorciser les tentations du retour en arrière, et poser les jalons d'une nouvelle étape.

La question des frontières – intérieures et extérieures – est un enjeu crucial du scrutin européen. Quelle sont votre point de vue et vos propositions sur la politique de circulation des personnes au sein de l'Union et sur la politique d'immigration ?

J. B. : L'Europe ne peut pas être une forteresse. La libre circulation des personnes au sein de l'UE doit être garantie. Elle a un devoir de solidarité avec les habitants des zones de la planète ravagées par des conflits et ceux des pays du Sud dont les agricultures ont été laminées par les politiques mondiales néolibérales qui sont un échec global.

A. L. : Au rebours de la propagande souverainiste, les flux migratoires ne seront maîtrisés que par une politique commune européenne, prenant en compte tous les aspects du problème – négociation avec les pays d'origine et de transit, garde-frontières européens, règles communes sur les conditions d'entrée, de séjour, de travail dans l'Union.

M. de S. : Ce sont deux questions distinctes. Concernant le détachement des travailleurs, la réponse de moyen terme réside dans la



Marielle de Sarnez conduit la liste de l'UDI-Modem dans la circonscription Ile-de-France

convergence sociale et fiscale que nous avons choisie comme objectif. À court terme, je propose que le niveau des charges payées soit celui du pays d'accueil, et que le salarié puisse disposer dans son pays d'origine de ces droits supplémentaires acquis dans un autre pays. Si on en décide, on supprime les dumpings.

Deuxième question, celle des flux migratoires. Pour être allée à Lampedusa, je connais la réalité dramatique des situations humaines. L'Europe ne peut se vivre comme une forteresse, mais elle doit être capable de réguler son immigration, par la mise en place par exemple de quotas, et pourquoi pas, comme aux États-Unis, d'une « carte verte ». Le corollaire de cette politique doit être la mise en place d'une vraie police européenne des frontières, terrestres, aériennes et maritimes, avec la création de gardes côtes européens, pour contrôler efficacement les frontières extérieures de l'Union. Enfin, et c'est pour moi un point très important, l'Europe doit construire un nouveau partenariat de croissance et de développement avec l'Afrique.

C. T. : L'Europe a besoin d'une politique migratoire cohérente. L'éventail de réglementations est pourtant déjà assez large, il est donc faux de prétendre que l'Union serait trop laxiste en la matière. Mais ces textes et leur application sont trop peu coordonnés. Il faut apaiser le débat sur la zone Schengen : la question de Schengen est celle des frontières extérieures de l'Union et de ce point de vue, Roumanie et Bulgarie ont déployé d'importants efforts de sécurisation. S'agissant enfin de la circulation intra-européenne, la

L'Europe ne peut se vivre comme une forteresse mais elle doit être capable de réguler son immigration

résorption des tensions ne pourra venir que d'une harmonisation sociale par le haut. La libre-circulation implique que l'on puisse enfin réviser la directive détachement des travailleurs, et que l'on garantisse un budget suffisant pour les aides à la mobilité des jeunes.

Qu'est ce qui vous différencie des autres groupes politiques en lice ?

J. B. : Les Verts inscrivent leurs réflexions dans le long terme. Les idées qu'ils proposent comme le soutien à l'agriculture biologique ou la taxe Tobin passent au début pour des propositions utopiques mais force est de constater que peu à peu elles font leur chemin. Je m'en félicite.

A. L. : La combinaison de la foi européenne et du réalisme politique et économique. Les socialistes sont dans le déni des réalités économiques. L'ardeur des fédéralistes leur fait oublier le réalisme politique. Les extrêmes veulent tout simplement détruire l'Europe.

M. de S. : Nous sommes le groupe central du Parlement, le plus clair, le plus cohérent, et le plus engagé pour l'Europe. Notre approche, au centre de l'échiquier politique, en France comme en Europe, est novatrice : nous refusons le sectarisme, et l'esprit de parti. Nous sommes avant tout des défenseurs de l'intérêt général, en France, comme en Europe.

C. T. : Les Socialistes et Démocrates sont le seul groupe qui puisse réellement allier ambition et crédibilité. Ambition car nous avons un projet alternatif et nous avons soif d'avoir la possibilité de le mettre en

œuvre. Crédibilité aussi, car nous savons faire preuve d'une discipline de groupe supérieure, pour pouvoir véritablement peser sur les textes qui auront force de loi.

Comment réagir face à la montée des eurosceptiques ?

J. B. : Dans un monde multipolaire aucun des États membres n'est en mesure de peser seul. Certaines multinationales ont une puissance supérieure à des États. Seul le niveau européen peut protéger nos concitoyens, mais cette Europe doit être différente, tourner le dos à l'austérité et être convaincue que l'Union fait la force.

A. L. : Les eurosceptiques vont surfer sur le mécontentement général, mais ils ont reconnu leur incapacité à présenter un candidat commun : par définition, les nationalistes ne s'entendent pas entre eux. C'est ainsi que les citoyens vont prendre le pouvoir en Europe. Et que la France et l'Europe pourront reprendre leur place dans le concert mondial.

M. de S. : Il y a une seule réponse : que l'Europe cesse d'être une affaire de spécialistes, et qu'elle devienne enfin l'affaire des peuples !

C. T. : C'est avant tout l'Europe synonyme d'immobilisme et de bureaucratie qui est brocardée, pas l'Europe de la paix, de la démocratie et du progrès social. C'est lorsque l'Europe réussit dans sa mission de protection et de régulation de la mondialisation qu'elle est un exemple positif et recouvre sa crédibilité. *Propos recueillis par Carole Ulmer, directrice des études, Confrontations Europe*